

Mali : guerre, après-guerre, justice, islam

Felice Dassetto^{*}

Mars 2013

Table des matières

1. L'intervention armée	2
La thèse de l'intérêt et du complot dans les analyses de A. Chauprade, de E. Studer et de T. Ramadan	2
2. La guerre au jihadisme et la question du devenir de l'islam.....	4
Les regards déviés à propos de la dimension religieuse-idéologique	4
L'analyse tronquée d'Olivier Roy	5
L'analyse erronée de Didier Reynders, ministre belge des Affaires étrangères ..	5
Les racines idéologico-religieuses du jihadisme	6
3. Conclusions	8

* Les *Cismoc Papers on-line* sont des textes relatifs à la réalité de l'islam dans le monde contemporain. Dans les *Papers on-line*, les auteurs y expriment librement leurs points de vue à partir de leurs spécialisations et leurs expertises scientifiques (<http://www.uclouvain.be/406350.html>).

* Felice Dassetto, docteur en sociologie, professeur émérite à l'Université catholique de Louvain, membre de l'Académie royale de Belgique. Auteur de plusieurs travaux sur l'islam contemporain.

Pour citer ce texte : F. Dassetto, « Mali : guerre, après-guerre, justice, islam », *Cismoc Papers on-line*, mars 2013, 8 p.

La France s'est engagée dans une action armée au Mali qui risque fort de ne pas être de courte durée. Les pays européens et africains qui s'engagent à sa suite auront une tâche de longue haleine.

1. L'intervention armée

L'action armée au Mali était inévitable. Si l'armée malienne, renforcée par celles des pays environnants, avait pu mener seule cette guerre, faute de réussir des négociations, c'eût été bien préférable. Mais tel n'était manifestement pas le cas, tant pour la situation politique du pays que pour des raisons de moyens et d'efficacité. La France est ainsi le fer de lance principal de cette guerre, même si on veut faire paraître que cette intervention est un appui aux forces maliennes et à celles des autres pays africains. La Belgique est aussi de la partie. Et les pays européens s'engagent également en deuxième ligne, entre autres dans la formation de l'armée malienne.

Les motivations françaises et européennes sont certainement la lutte contre le jihadisme, contre le terrorisme et à son corrélat de la prise d'otages. Ce sont les intérêts généraux de la France et des pays européens. Directement, la chute éventuelle de Bamako aurait obligé à l'évacuation de plusieurs milliers de Français qui y vivent sous peine d'en faire autant d'otages. Et la chute de l'ensemble du Mali dans les mains de radicaux islamiques aurait été, non seulement la préparation d'un sanctuaire pour des jihadistes de tout bord, mais aurait également signifié la possibilité que ce brasier enflamme d'autres pays de la région.

La thèse de l'intérêt et du complot dans les analyses de A. Chauprade, de E. Studer et de T. Ramadan

Il est probable que des intérêts de puissance soient également présents, afin de garder l'Afrique occidentale francophone dans la sphère d'influence française, face à une ingérence des États-Unis ou de la Chine. Ou face à une éventuelle stratégie du Qatar. Il semble avéré que la région sahélienne et désertique détient des richesses considérables en pétrole, or, uranium, ce qui est fait pour attirer pas mal de convoitises.

Ceci dit, il me semble excessif de tenter de démontrer que seulement des calculs économiques et d'une sorte de mainmise néocoloniale aient guidé la décision d'intervention française et guideraient les intérêts européens. Sans pour autant devenir naïfs à ce sujet.

La thèse de la logique de puissance à la base de l'intervention française est défendue par le géopoliticien Ayméric Chauprade, auteur d'un monumental traité de géopolitique de plus de 1 000 pages (*Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2007, 3^e édition).

Chauprade a publié dans son blog <http://blog.realpolitik.tv/> trois articles entre le 20 janvier et le 8 février. Cet auteur se situe dans la ligne d'une géopolitique réaliste en parlant d'un point de vue français très souverainiste. Dans ce sens, il défend l'intervention au Mali comme moyen d'asseoir la puissance française et les industries françaises (comme Total ou Areva) face aux puissances qui veulent se positionner dans la région.

Il argumente également, avec quelques preuves à l'appui, que les groupes jihadistes sont, en général, manipulés par des intérêts de l'une ou l'autre puissance à travers ce qu'il appelle l'« État profond » (services secrets, etc.). Pour lui, l'Aqmi est manipulée par les services secrets algériens. Le Qatar finance les groupes Mujao et Ansar Dine. Il en veut pour preuve

deux avions cargo du Qatar qui, selon des sources de presse maliennes, auraient atterri le 10 mars 2012 et le 6 avril 2012, respectivement à Tessalit et à Gao pour débarquer armes, 4x4 et drogue. Selon Chauprade, le Qatar, fort présent en Libye, veut se positionner dans cette région riche de ressources à venir. Le fait d'alimenter des groupes jihadistes sert à créer le chaos, ce qui permet l'action armée et l'implantation étrangère de s'y établir. Pour Chauprade les États-Unis, qui ont développé après 2001 un programme d'assistance militaire aux pays de la région, ont pour but d'évincer la France et de mettre la main sur les ressources de ces pays¹.

Une thèse analogue portant sur le calcul d'intérêts et le complot est également défendue dans des articles signés par Elisabeth Studer dans « Blogfinance ». Ce blog, dont les fondateurs ne sont pas désignés, voit des articles de Michel Delobel (qui est peut-être le fondateur du blog) centrés surtout sur les dynamiques boursières. Mais il abrite aussi des articles de géopolitique liés à des aspects économiques signés quasi exclusivement par Elisabeth Studer. Il s'agit d'articles dans des domaines divers, de la géopolitique du pétrole à la Chine, des pensions au Vatican en passant par les fonds de pension et bien d'autres sujets. Parmi ces articles certains concernent les actuels événements du Mali². Dans la plume de Studer, les thèses de Chauprade deviennent des affirmations évidentes à la fois de la stratégie de mainmise sur les ressources et de la manipulation des groupes jihadistes.

Cette thèse est également retenue et affirmée, avec encore plus d'évidence, dans un texte de Tariq Ramadan daté du 17 janvier 2013 (dans son blog www.tariqramadan.com) intitulé « Le Mali, la France et les Extrémismes ». Ce texte semble inspiré surtout par les deux premiers articles de Chauprade. Tariq Ramadan condamne clairement le jihadisme en termes d'« opposition morale ». Mais, en fait, pour Ramadan le jihadisme est une création de services secrets divers en raison d'un complot visant, à travers la création d'un chaos régional, à justifier l'intervention armée et à favoriser la mainmise de l'Occident et ses multinationales sur les ressources en pétrole, en or et en uranium du Mali et des pays environnants. Ramadan épargne le Qatar, fortement accusé par Chauprade³. Une autre différence : pour Chauprade il s'agit d'une analyse qui fait partie de sa vision réaliste des relations internationales attentive à la lutte d'intérêt des puissances. Et, en l'occurrence, il se félicite que la France soit intervenue pour garantir sa puissance. Pour Ramadan ces mêmes analyses aboutissent à une dénonciation sans appel de l'Occident. En effet, écrit Ramadan, « la 'destruction' des extrémistes jihadistes du Nord du Mali n'est pas une promesse de liberté du peuple malien mais, à long terme, une forme sophistiquée d'aliénation nouvelle ». Le point de vue de Ramadan a deux pôles : l'Occident dominateur et définitivement mauvais d'une part et les peuples opprimés d'autre part. Il ajoute : « On ne voit rien aujourd'hui que cette euphorie, cette célébration ou

¹ Aymeric Chauprade a été critiqué en raison de sa traduction de l'approche réaliste vers des thèses conspirationnistes. C'est ainsi qu'il a défendu la thèse que le 11 septembre était en fait un complot de la CIA.

² Si on cherche au nom d'Elisabeth Studer dans un moteur de recherche, nous n'obtenons aucune information, sauf les références aux articles dans Blogfinance. On pourrait penser que ce nom est en effet un pseudonyme. Ce qui expliquerait l'abondance et la variété des sujets traités sous cette signature. Les articles de Studer ne sont cités par personne, sauf par l'*Islamic Republic of Iran Broadcasting* (IRIB) qui est l'instrument d'information mondiale en plusieurs langues de la république islamique d'Iran. Voir le site web en français : <http://french.irib.ir>.

³ Tariq Ramadan a fondé en 2012 au Qatar un *Centre de recherche pour la législation islamique et l'éthique* (CILE), dont il est le directeur, inséré dans l'Université des études islamiques du Qatar.

ce silence face à l'action libératrice de la France et de la 'communauté internationale' qui unanimement la soutient. Comme si le Moyen-Orient et l'Afrique avaient accepté d'être soumis encore devant les dernières cartouches tirées par cet Occident meurtri et mourant de ses doutes et de ses crises économiques, politiques et identitaires qui le traversent. » Et il termine avec un appel à résister « au nom même de ces valeurs même que l'Occident et la France défendent et qu'ils trahissent pourtant quotidiennement au gré de leurs politiques mensongères et hypocrites en Amérique du sud, en Afrique comme en Asie ».

Mis à part ces accents excessifs et manichéens, si ces analyses ont, ne fut-ce qu'un peu de raison, les démocrates occidentaux, les parlements nationaux et le parlement européen devraient tirer non seulement une sonnette d'alarme mais se mobiliser d'urgence afin que l'indispensable lutte au jihadisme ne devienne pas prétexte à l'accaparement de richesse aux dépens des pays qui les possèdent. Et que l'action d'après-guerre s'accompagne d'un véritable soutien au Mali et aux pays environnants en vue de leur développement à partir de la maîtrise de leurs ressources et non seulement de vagues actions de développement, conduites en ignorant ou en faisant feinte d'ignorer les stratégies d'appropriation de leurs ressources par les pays et les multinationales européennes.

2. La guerre au jihadisme et la question du devenir de l'islam

Ceci dit, la question suivante se pose aujourd'hui : la lutte de répression du jihadisme islamique est inévitable, mais suffit-elle ? Et après ? La même question se posait déjà après l'intervention en Afghanistan, au lendemain du 11 septembre.

La réponse à cette question est donnée en général selon deux directions. La première est celle de l'instauration d'une démocratie formelle. Le Mali est au croisement de deux mondes – celui arabe et celui d'Afrique sub-saharienne – qui ont historiquement vécu dans un état de conflit. Dans ce pays le rétablissement d'un État démocratique passe par la très difficile question des relations entre groupes ethniques et le rapport entre populations du nord et du sud. La deuxième direction envisagée est celle du développement économique.

Démocratie et développement sont évidemment indispensables. Comme il est indispensable de ne pas oublier la dimension géopolitique évoquée au point précédent.

Mais cette double réponse – donnée souvent bien partiellement – ignore la plupart du temps l'idéologie religieuse qui sous-tend les actions jihadistes. On combat certes l'action radicale islamique, mais on ignore la force et le terreau des idées qui l'animent.

Les regards déviés à propos de la dimension religieuse-idéologique

Pour justifier ce détournement du regard de la dimension religieuse-idéologique on soulignera volontiers, dans le cas malien, tout comme en Afghanistan, les objectifs économiques purement criminels (trafic de drogue, prises d'otages en vue d'une rançon) qui sous-tendent l'action de certains de ces groupes ; ceci pour dire que l'idéologie religieuse est bien secondaire. Ou bien on soulignera les finalités purement politiques, de matrice tribale ou ethnique de certains de ces groupes.

Or, si la seule prise en compte de ces objectifs économiques ou politiques vaut pour certains groupes ou certains chefs, l'idéologie religieuse sert de référence pour d'autres groupes et pour pas mal des jeunes hommes qui partent au jihad, certes par esprit d'aventure

et par quête de reconnaissance, mais aussi poussés par un système idéologique religieux qui leur dicte ce départ au combat comme une injonction morale.

L'analyse tronquée d'Olivier Roy

Le politologue spécialiste du monde musulman contemporain, Olivier Roy, dans une large page du *Monde* du 5 février 2013 a raison de souligner à la fois la dimension tribale et le transnationalisme jihadiste. Mais son analyse se limite à la scène politique et à la prise en compte de la constitution des réseaux jihadistes internationaux. Il ignore complètement la dimension religieuse-idéologique. Ceci est en continuité avec ses analyses précédentes. Or, à mon sens, la lutte au jihadisme sera gagnée si, et seulement si, dans le monde musulman d'autres visions religieuses que celles qui alimentent la base idéologique du jihadisme (cfr *infra*) émergeront et parviendront à prévaloir. La politique des idées est tout aussi importante que la politique des armes et que la politique tout court.

L'analyse erronée de Didier Reynders, ministre belge des Affaires étrangères

Didier Reynders a été longuement interviewé à la radiotélévision belge francophone le 15 février 2013 à la suite d'un voyage effectué au Mali et dans la région en lien à la présence de quelques troupes belges en soutien à l'action militaire française et malienne. Le Ministre belge conduit dans cette interview une analyse qui défend l'intervention belge et dans laquelle il plaide pour une coopération européenne. Il souligne également la nécessaire aide à la reconstruction du Mali sur le plan de la restauration de la démocratie et sur le plan de l'action en soutien au développement du pays. Dans le jeu de réponses et questions avec les auditeurs, le Ministre n'oublie pas non plus l'importance de la dimension religieuse-idéologique. Le problème est qu'il se trompe de perspective.

En résumé le Ministre belge dit ceci. Il faut œuvrer pour prévenir le glissement vers le jihadisme de la jeunesse. Bien entendu il faut un développement économique pour éviter que des jeunes sans ressources ne tombent dans le piège de groupes jihadistes qui les bercent d'illusions. Ceci vaut aussi pour la jeunesse musulmane des pays européens. Pour lutter contre le discours jihadiste, dit le Ministre, il faut œuvrer avec les pays musulmans du sud de la Méditerranée. Ces pays sont porteurs d'un islam tolérant. En faisant référence à des entretiens qu'il a eu avec des hautes autorités de pays musulmans, il prône une collaboration sur le plan religieux de la Belgique avec ces pays afin d'amener en Belgique cet islam tolérant.

Ce discours restitue les propos tenus régulièrement par des pays comme le Maroc, la Turquie ou par des autorités religieuses de ces pays. Ces positions inspirent des politiques d'implantation d'institutions musulmanes de ces pays dans les pays européens. Or, l'ensemble de cette analyse est erroné à plus d'un titre.

Tout d'abord le postulat que l'islam de ces pays serait « naturellement » tolérant, modéré, pacifique. Les autorités de ces pays ajouteraient que c'est parce que cela est dû à la tradition malékite ; d'autres diraient hanéfite ; d'autres diraient que c'est un islam plutôt orienté vers le soufisme. Ce postulat de tolérance et de modération n'a pas toujours été évident dans l'histoire. Aucun système de pensée n'est naturellement pacifique ou naturellement intolérant et aucune vision religieuse ou idéologique n'est naturellement exempte de formes de radicalisme.

Mais l'erreur majeur consiste à penser que l'islam de ces pays (maghrébin, turc...) serait capable de fournir une réponse aux musulmans européens et en particulier aux jeunes. Tout d'abord parce que ce discours islamique, enseigné par les facultés de théologie ou tenu par des instances officielles, est souvent plutôt poussiéreux. Il ne répond pas aux questions du monde contemporain. Même le soufisme de ces pays n'est pas capable de donner une réponse en prise aux questions contemporaines des jeunes musulmans. Les rhétoriques ronronnantes, les prédicateurs officiels sont loin de servir de contre-feu aux discours ou aux illusions des radicalismes et surtout sont incapables à produire du sens. Ils apparaissent comme des discours d'un autre temps et d'autres générations. Alors que – et cela peut paraître paradoxal – des discours des Frères musulmans ou des discours salafistes se présentent comme capables de répondre clairement en raison de leurs positionnements aux quêtes de sens et d'identité. Aux yeux de nombreux interlocuteurs jeunes leur discours fait sens, même si on peut juger que ces réponses amènent les jeunes à se fourvoyer dans des culs de sac.

En plus, sur certains sujets, le discours de cet islam modéré, vanté par le Ministre est également en porte-à-faux. Par exemple, tout comme le discours salafiste, le discours dominant dans ce monde religieux « modéré » considère que la théorie de l'évolution est une supercherie. Veut-on vraiment croire que, encore maintenant, des enseignements religieux soient en contradictions et délégitiment l'enseignement scientifique des écoles ?

Dernière erreur : en faisant appel à l'extérieur on se trompe de stratégie, car on continue à laisser le devenir des musulmans européens et belges dans les mains des pays d'origine en empêchant ainsi ou en retardant comme on le fait depuis plus de trente ans l'émergence d'un leadership religieux musulman né en Europe, à partir du contexte, des sensibilités et de la culture intellectuelle européenne. Évidemment tout ceci se fera en dialogue avec les espaces centraux de l'islam. On ne peut pas imaginer un seul instant que l'islam européen se coupe des dynamiques mondiales de l'islam. Mais il pourra le faire si, et seulement si, il acquiert une autonomie et si sa pensée ne continue pas à être colonisée par la pensée des pays d'origine des familles des jeunes générations musulmanes belges, françaises, allemands, qu'il s'agisse du Maroc, de la Turquie, du Pakistan ou d'ailleurs.

Les racines idéologico-religieuses du jihadisme

L'esprit religieux-idéologique qui aboutit au jihadisme et à l'idéologie politique de fondation d'un État sur la loi islamique a aujourd'hui deux racines. L'une d'elles est forgée depuis les années 1930 dans le monde sunnite. Elle consiste à penser que la revivification de l'islam et des sociétés musulmanes passe par l'édification d'un État fondé sur un système juridique et institutionnel guidé par la doctrine islamique. C'est l'idéologie des Frères musulmans en Égypte ou celle de Maulana Maoudoudi en Inde et au Pakistan. À cette doctrine, s'est juxtaposée celle, chiite, implantée par l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeyni. De ces racines sont nées des formes d'extrémisme, comme en Égypte, la première, qui a été formulée dans les années 1940-50 par Sayyid Qotb. Ou encore les mouvements qui sont nés dans les années 1970 et qui ont été appelés « islamistes ». La doctrine du *jihad*, relue à l'usage qu'on veut en faire, polarise cette action : ce fut le *jihad* contre les Soviétiques en Afghanistan, puis le *jihad* contre les régimes musulmans corrompus ou vendus à l'Occident, puis le *jihad* mondial d'al

Qaida, prolongé par Al Qaida au Maghreb islamique ou par les Chebabs en Somalie et bien d'autres encore.

Dans le monde arabe et en Turquie, on parle aujourd'hui d'un islamisme modéré. Il doit encore faire la preuve de ce que cela signifie.

La deuxième racine de l'extrémisme provient de la version moderne du wahhabisme saoudien. Le wahhabisme est une doctrine littéraliste rigoriste, centrée sur le culte et la norme morale. Comme effet pratique, elle a servi à consolider une société non démocratique et à confirmer la domination de la femme au nom d'une soi-disant observation littérale des obligations qui découlent de la révélation et de l'organisation de la première communauté musulmane. Cette doctrine fondée en Arabie à la fin du XVIII^e siècle a trouvé un allié dans la tribu des Saoud et a façonné depuis lors le projet politique de cette petite tribu pour unifier l'Arabie et en faire son royaume. De ce fait, le « wahhabisme » comme tel apparaissait très localisé, très « saoudien ». Autrement dit, appartenant à une culture bédouine et à une société qui ne sont pas fort appréciées par le monde musulman et urbain.

Le coup de génie des leaders religieux et politiques saoudiens depuis les années 1970 a été de changer d'appellation et de proposer une version modernisée du wahhabisme, appelée « salafisme ». L'usage nouveau de cet ancien terme, fondé sur la racine « salaf », les anciens, les « pieux prédécesseurs », donnait à cette doctrine une portée universelle. Il s'agissait en effet de désigner une doctrine qui se présente comme purifiée car guidée par un retour aux sources de l'islam.

Chacune à sa manière, souvent en opposition (comme aujourd'hui en Égypte ou en Tunisie), la pensée de type « frériste » et la pensée « salafiste » aboutissent à une pensée totale autour de l'idée de la prééminence absolue de l'islam, de la totalité d'englobement de l'individu et de l'organisation sociale au sein de la vision religieuse et de la nécessité d'un État qui promulgue des lois cohérentes avec ce système de pensée. En soi, ces pensées n'aboutissent pas d'office à un radicalisme et un extrémisme d'action. Elles peuvent se donner le temps de la conviction ; elles peuvent utiliser la participation politique comme stratégie d'action. Mais en leur sein – et Ben Laden est un exemple parmi bien d'autres – peuvent émerger des individus et des groupes qui, à partir de cette vision totale, veulent exiger « tout et tout de suite » et par n'importe quel moyen : extrémismes et radicalismes apparaissent.

Depuis les années 1930 la pensée frériste, et depuis les années 1970 la pensée salafiste, cette dernière s'appuyant sur les moyens pétroliers saoudiens et d'autres monarchies du Golfe, ont essaimé. Une stratégie habile de propagation des idées a eu lieu. Créations dans plusieurs continents d'universités et de facultés de la Charia inspirées par ces doctrines. Création de centres islamiques, comme celui du Cinquantenaire à Bruxelles. Et donc formation d'élites pour essaimer davantage ces idées. Diffusion d'ouvrages et, dans les trois dernières décennies, utilisation intensive du web dans toutes ses potentialités de pénétration capillaire, notamment parmi les jeunes.

Face à cela, il existe bien dans le monde musulman une pensée islamique, qu'on peut appeler réformatrice, en quête d'un autre positionnement dans le monde contemporain. Pensée qui veut concilier foi religieuse et pluralisme, démocratie, le tout fondé sur un travail moderne d'interprétation des textes.

On pourrait même dire que cette vision de l'islam est une quête majoritaire au sein des populations. Elle l'est certainement parmi les musulmans européens. Mais le drame du monde

musulman est que ces majorités restent silencieuses et que les intellectuels qui pensent de la sorte sont surtout des figures individuelles. Il n'y a pas de stratégie de construction et de diffusion de cette pensée. Certainement que le manque de moyens y est pour quelque chose. Mais c'est également le fait que la pensée réformatrice reste à l'état du commencement, alors que la première prise de conscience de cette nécessité date de plus d'un siècle.

Ceci vaut pour le monde musulman en général. Et ceci vaut également pour les musulmans européens dont la pensée est fortement marquée par les pensées de type frériste et salafiste. Ces pensées donnent aujourd'hui le « la » de la pensée musulmane.

3. Conclusions

Tant que le monde musulman ne parviendra pas à faire émerger une autre vision religieuse, certes fidèle à sa foi fondatrice, en la formulant en consonance avec le monde contemporain (même si critique à l'égard de pas mal d'orientations de ce monde), le malaise et l'indignation demeureront devant la société contemporaine, devant le monde pluriel dans lequel nous vivons de plus en plus et devant les institutions démocratiques. Et du malaise, les dérives extrémistes et jihadistes continueront à surgir. Il n'y a rien à faire : les religions fonctionnent aussi et surtout par les idées. Si on ne propose pas d'autres idées, le risque est que bien d'autres Mali surgiront. Et les idées guidées par une vision agnostique, athée, n'ont pas de prise actuellement, comme le montre la réalité du monde musulman depuis quarante ans et comme le montre aujourd'hui la réalité des pays du Printemps.

Ceci dit, le mode de développement mondial contemporain, impulsé par la vision occidentale/nord-américaine du monde, les perspectives culturelles contemporaines, les inégalités sociales criantes au sein des pays et entre pays devront aussi donner lieu à de sérieuses révisions critiques et à des changements de cap fondamentaux. Là aussi un fameux sursaut est devenu nécessaire. Le monde « riche » ne semble pas prendre conscience de cette exigence et pense pouvoir continuer avec les mêmes recettes. Il ne semble pas trouver d'autre issue que celle du « néolibéralisme » qui, lui aussi, donne le « la » au devenir du monde et impose concrètement sa vision.